



Appel unitaire

CGT Educ'Action, Fédération Syndicale Unitaire FSU , SGEN CFDT Provence Alpes

10 février : **grève** dans l'Education pour une autre politique éducative !

Manifestation à MARSEILLE

RDV à 11h Bd Charles NEDELEC (entre Porte d'Aix et Inspection académique)

Le 22 janvier, les personnels de l'éducation, les parents, les jeunes et les mouvements pédagogiques se sont mobilisés contre la dégradation du service public d'éducation.

Les défis à relever pour le système éducatif sont considérables : faire face à l'échec scolaire persistant, en finir avec les sorties sans qualification du système éducatif de trop nombreux jeunes, assurer la réussite de tous à tous les niveaux.

Mais le gouvernement doit cesser de faire croire qu'il est possible de faire mieux avec moins.

Nul n'ignore que sa politique éducative est conduite par celle de la réduction des dépenses publiques pour diminuer les déficits publics. L'ampleur des suppressions de postes dans l'éducation, avec plus de 16 000 postes encore supprimés à la prochaine rentrée, alors que 62 000 élèves supplémentaires sont attendus, et les transformations radicales à l'œuvre dans le système éducatif qui instaurent une école de plus en plus ségrégative ne permettront pas de relever ces défis et d'assurer enfin la réussite de tous les élèves.

Dans notre académie, c'est la suppression

de 185 nouveaux postes qui est programmée.

C'est une autre politique, d'autres moyens, une autre dynamique à tous les niveaux du système éducatif qu'il faut mettre en œuvre

Les organisations syndicales estiment que les enjeux nécessitent une réaction unitaire forte.

Elles appellent tous les personnels de l'éducation à être en grève le 10 février prochain pour dénoncer les suppressions de postes, demander un collectif budgétaire qui permettrait d'assurer la prochaine rentrée scolaire dans de meilleures conditions pour les élèves, l'ouverture de discussions sur les réformes en cours (formation des enseignants, Réformes du lycée et de la voie technologique, voie professionnelle, relance de l'éducation prioritaire). Elles demandent le retrait du dispositif (E)CLAIR, le rétablissement des RASED .

Elles réclament l'amélioration des conditions de travail des personnels aussi bien pour les titulaires que les non titulaires pour qui elles demandent un plan ambitieux de titularisation.

Elles réclament un rattrapage du pouvoir d'achat par une augmentation générale du point d'indice.

Cette mobilisation pour l'Education est un enjeu de société qui appelle l'unité la plus large. Nous cherchons et ne renonçons pas à rassembler, associer le plus largement possible et ne pas s'arrêter avec le 10, auprès des personnels, des parents, des jeunes, de l'opinion.

Les organisations syndicales s'inscrivent dans une campagne d'information et de mobilisation qui doit connaître de nouveaux RDV dont celui du 19 mars dans le cadre de manifestation nationale pour l'école publique.